



**DISCOURS DU PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'UNION  
AFRICAIN AU PREMIER SOMMET DE LA CONFERENCE  
INTERNATIONALE SUR LA REGION DES GREDS LACS : DAR-ES-  
SALAM, 19-20 NOVEMBRE 2004**

**DISCOURS DU PRESIDENT DE LA COMMISSION AU PREMIER  
SOMMET DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA REGION  
DES GRENDS LACS : DAR-ES-SALAM, 19-20 NOVEMBRE 2004**

- Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement,
- Monsieur le Secrétaire général des Nations unies,
- Messieurs les Ministres,
- Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
- Mesdames et Messieurs les invités,

Je suis particulièrement heureux de m'adresser à vous, à l'occasion de la solennelle séance d'ouverture du premier Sommet du processus de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Mon plaisir et ma joie de m'adresser à votre auguste assemblée sont d'autant plus grands que votre premier Sommet se tient à Dar-Es-Salam, capitale de la République unie de Tanzanie, pays dont le rôle déterminant dans le combat pour la libération politique du continent, dans la création et le rayonnement de l'OUA et de l'Union africaine, ainsi que dans les processus de paix dans la région, est aujourd'hui l'objet d'une grande fierté pour toute l'Afrique.

Siège du Comité de libération, c'est en effet d'ici, à Dar-es-Salam, que l'OUA a porté le combat décisif contre l'Apartheid. C'est également ici, en Tanzanie, qu'ont eu lieu les négociations qui ont permis le retour de la paix dans nombre de pays de la région. Grâce à la reconnaissance par la communauté internationale du rôle éminemment historique joué par la Tanzanie dans tous ces processus, aujourd'hui, Arusha abrite le Tribunal pénal international sur le Rwanda, pour juger les auteurs du premier génocide en terre africaine.

Pour toutes ces raisons, je reste convaincu que cet éclairage historique inspirera votre Sommet et lui permettra de prendre les décisions courageuses dont la mise en œuvre judicieuse permettra à votre région, de se libérer des guerres et des conflits, pour se consacrer enfin à la seule lutte qui vaille, celle contre le sous développement, la pauvreté, les maladies et la marginalisation.

Monsieur le Président ; le projet d'une Conférence internationale sur la Paix et la sécurité, la démocratie et la bonne gouvernance, l'intégration régionale et le Développement économique, et les questions humanitaires et sociales dans les Grands Lacs, a été au centre des préoccupations de

l'OUA/UA depuis les années 90. Il vous souviendra en effet que l'idée de convoquer la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs remonte à l'après génocide de 1994, au Rwanda. Entre 1995 et 1998, l'OUA a adopté plusieurs résolutions portant sur la nécessité d'organiser au plus vite, une conférence internationale, en vue de trouver une solution durable aux causes profondes qui ont conduit aux conflits fratricides dans la région, y compris le génocide rwandais. Ces résolutions demandaient au Secrétaire général de l'OUA d'œuvrer, en collaboration avec le Secrétaire général des Nations unies, à l'organisation de cette conférence.

La justification fondamentale de l'idée d'organiser une telle Conférence procède notamment, de la nature régionale des conflits qu'ont connu les pays de la région, des relations étroites et multiséculaires qui lient les populations de la région sur les plans économique, ethnique, culturel, linguistique et qui font que tout problème affectant l'un des pays, a tendance à se propager dans l'ensemble de la région, et de la conviction enfin, que c'est dans un cadre régional que doivent être recherchées les solutions aux conflits et à l'instabilité que connaissent nombre de pays de la région.

Pour sa part, le Conseil de Sécurité des Nations unies, par sa résolution 1078 (96) du 9 novembre 1996, a invité le Secrétaire général des Nations unies à déterminer de toute urgence, et en étroite collaboration avec le Secrétaire général de l'OUA et les Etats concernés, les modalités de la tenue d'une conférence internationale sur la paix, la sécurité et le développement dans la région des Grands Lacs, et de prendre les dispositions nécessaires pour convoquer cette conférence.

Après l'éclatement de la 2<sup>ème</sup> guerre du Congo, le Conseil de Sécurité des Nations unies a adopté une série d'autres résolutions dans lesquelles il a décidé que la situation sécuritaire au Congo constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales, et qu'il importe d'organiser, sous les auspices des Nations unies et de l'OUA, une conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands Lacs à laquelle participeraient tous les gouvernements de la région et toutes les autres parties concernées.

L'histoire retiendra qu'en 1999, vous avez, M. le Secrétaire général des Nations unies, nommé un représentant spécial pour la région des Grands Lacs avec pour mission de recueillir les vues des dirigeants de la région sur le projet de conférence. Pour des raisons liées au contexte d'alors, le principe d'organiser la Conférence a mis beaucoup de temps pour réunir le consensus requis.

Je voudrais me féliciter que dès le départ, les Nations unies et l'OUA/UA ont, conformément à leurs résolutions pertinentes, travaillé en étroite collaboration à la préparation de la conférence. Ainsi, dans le cadre d'un partenariat efficace, elles ont travaillé sur la base : de leur volonté commune de réussir la Conférence, de l'appropriation de tout le processus par les pays de la région, de l'intégration dans le processus des principaux acquis de l'OUA/UA, notamment les Traités, les Conventions, les Protocoles et les Déclarations, de la concentration des objectifs de la Conférence autour des seuls intérêts des populations et des Etats de la région, et enfin, de la mise à bord du processus de tous les acteurs susceptibles de favoriser sa réussite.

Fortes de cette parfaite convergence de vue, les deux Organisations ont dépêché des missions conjointes dans les pays de la région. Après une série de visites, et à la faveur des développements positifs intervenus dans les processus de paix d'Arusha pour le Burundi, de Lusaka et de Sun City pour la République démocratique du Congo, tous les pays visités ont donné leur accord de principe et ont accepté les thèmes proposés pour la Conférence.

A la suite de votre adhésion à l'idée de la Conférence, vous avez MM. les chefs d'Etat, accepté le principe de nommer des points focaux et de mettre en place des comités nationaux préparatoires. Vous avez également soutenu l'idée que les pays voisins des vôtres, les organisations régionales africaines et les partenaires au développement, soient étroitement associés, en qualité d'observateurs, à la préparation, à l'organisation et au suivi de la mise en oeuvre des décisions de la Conférence.

Cette ouverture a permis d'obtenir le soutien sans réserve des gouvernements des pays voisins à la Conférence. En outre, les consultations menées auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux au développement, aux fins de les sensibiliser sur le processus en cours et de demander leur soutien, ont été favorablement accueillies. C'est dans le cadre de cette dynamique que la 3<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil exécutif, tenue à Maputo, au Mozambique, en juillet 2003, a appelé la communauté internationale à apporter son soutien politique, diplomatique, technique et financier au processus de la Conférence.

Je me réjouis de constater que l'unanimité faite autour du principe d'organiser la Conférence, est aujourd'hui couronnée par la tenue du premier Sommet du processus, après une longue série de réunions techniques et sectorielles préparatoires qui ont impliqué activement les représentants des

Etats, des jeunes, des femmes, des organisations de la société civile et des communautés économiques régionales.

MM. les chefs d'Etat et de gouvernement membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs ; pendant près de deux ans, vos représentants dans le processus préparatoire de la Conférence, les femmes, les jeunes et les organisations de la société civile de vos pays respectifs ont activement travaillé sur les thèmes de la paix et de la sécurité, de la démocratie et de la bonne gouvernance, du développement économique et de l'intégration régionale et des questions sociales et humanitaires. Ils ne se sont pas limités à faire le constat poignant de la situation qui prévaut dans la région ; ils en ont aussi, de manière courageuse et responsable, déterminé les causes et suggéré des solutions. Ils ont ensuite consigné leur diagnostic et la thérapie qu'ils suggèrent, dans des documents pertinents fondés sur une approche régionale de chaque question.

Je voudrais dire ici toute ma satisfaction de constater que ces documents recommandent unanimement l'application des objectifs, des principes et des programmes de l'Union africaine dans la région des Grands lacs. Vous comprendrez dès lors, la totale implication de l'Union africaine dans tout le processus, ainsi que notre ferme détermination à ne rien ménager pour contribuer efficacement au succès de la Conférence. Ce faisant, j'ai le ferme espoir que votre réussite ne tardera pas à faire tâche d'huile sur toute l'Afrique, et votre expérience inspirer vos pairs des autres régions du continent.

Je voudrais remercier et féliciter tous ceux qui ont, directement et indirectement, contribué aux succès des travaux préparatoires des documents issus des ateliers thématiques des différentes réunions techniques et sectorielles. A cet égard, j'exprime la reconnaissance de l'Union africaine à la contribution déterminante des pays et Organisations internationales qui, dans le cadre du Groupe des Amis de la région, ont apporté leur soutien politique, diplomatique, technique et financier, sans lequel le processus n'aurait certainement pas connu l'accélération qu'il connaît depuis bientôt un an. En exprimant ces remerciements, je voudrais demander à ces généreux partenaires, de continuer à soutenir le processus jusqu'à la mise en œuvre complète des décisions et des programmes de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs.

J'exprime aussi ma gratitude à notre frère Koffi Annan qui a su créer toutes les conditions pour la maturation de l'idée de la Conférence, la traduction de cette idée en programme et pour la mise en œuvre en cours de

ce programme si important pour l'avenir des pays membres du processus de la Conférence, ainsi que celui de la région dans son ensemble. Je voudrais également M. le Secrétaire général, exprimer à travers vous, la même reconnaissance à M. Ibrahima Fall, votre Représentant spécial pour la région des Grands Lacs, pour le talent avec lequel il a su conduire le processus, et pour sa totale disponibilité à coopérer et à travailler en parfait partenariat avec l'Union africaine, pour conduire le processus à son niveau actuel.

MM. les chefs d'Etat et de gouvernement, vous allez, au cours de ces deux jours, examiner les documents élaborés par les représentants de vos Etats et adoptés hier par vos Ministres sous forme de Déclaration de Dar-es-Salam sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement de la région des Grands Lacs. Vous allez traduire en programmes et en engagements à réaliser à court, moyen et long termes, les recommandations de vos jeunes, de vos filles et femmes, et de vos organisations de la société civile endossées par vos ministres, pour faire que votre région renoue avec sa vocation naturelle de l'une des locomotives du développement économique du continent. Votre région est en effet riche de toutes les potentialités qui n'attendent qu'à être traduites en réalisations concrètes, pour le bien de vos populations. Je connais la ferme volonté politique qui vous anime et qui a déterminé votre engagement en faveur du processus de la Conférence. Vous avez le soutien de vos populations qui n'aspirent qu'au bonheur, ainsi que celui de la communauté internationale. Pour tous ces atouts que nous avons réussi à mettre de notre côté, je reste convaincu que nos efforts communs seront couronnés de succès.

M le Président ; MM. les chefs d'Etat et de gouvernement ; je fonde ma conviction sur la profonde mutation qualitative dans les relations de travail entre vos représentants dans les réunions préparatoires du processus de la Conférence . Tendues et parfois hostiles au départ, ces relations se sont progressivement décrispées pour évoluer rapidement vers la fraternité et la convivialité, pour devenir réellement amicales lors des réunions de Kinshasa et de Kampala. Ces mutations qui nous comblent d'espoir, vos jeunes, vos femmes et filles et vos organisations de la société civile, vous les doivent MM. les chefs d'Etat et de gouvernement. A cet égard, votre décision courageuse d'accueillir parmi vous, vos frères de l'Angola, de la République centrafricaine, de la République du Congo et de la République du Soudan en est l'illustration la plus parfaite.

MM. le Président, la plupart des pays membres du processus de la Conférence sont en situation de post-conflit, avec les graves et nombreux problèmes qui s'attachent à cet état. Mais, la Conférence internationale dont

vosre Sommet est l'un des jalons déterminants, est la chance pour votre région de s'en sortir définitivement. Vos populations respectives ainsi que la communauté internationale sont mobilisées pour vous aider à ne plus rater cette chance historique. C'est sur ces mots pleins d'espoir M. le Président, que je termine mon propos en formulant les souhaits de bonne réussite à vos travaux.